



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Commission fédérale des maisons de jeu CFMJ

RAPPORT ANNUEL DE LA COMMISSION FÉDÉRALE DES MAISONS DE JEU

2013

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Liste des abréviations | 4 |
| Préface du Président | 5 |
| Composition de la Commission fédérale des maisons de jeu | 6 |
| Activités de la Commission | 7 |
| Rencontres et échanges | 8 |
| Surveillance des maisons de jeu | 9 |
| Exploitation des jeux | 9 |
| Protection sociale | 9 |
| Lutte contre le blanchiment d'argent | 11 |
| Finances et organisation interne | 11 |
| Événements particuliers | 12 |
| Collaboration avec les cantons | 12 |
| Impôt sur les maisons de jeu | 13 |
| Produit brut des jeux et impôt | 13 |
| Allègements fiscaux | 13 |
| Le jeu d'argent en dehors des casinos | 15 |
| Jeux d'argent légaux | 15 |
| Jeux d'argent illégaux | 15 |
| Procédures pénales | 15 |
| Jeux de hasard en ligne | 17 |
| Relations internationales | 18 |
| Ressources | 19 |
| Personnel | 19 |
| Finances | 19 |
| Annexes | 21 |
| Données financières consolidées des maisons de jeu | 21 |
| Données financières par maison de jeu | 24 |
| Bad Ragaz | 24 |
| Baden | 25 |
| Bâle | 26 |
| Berne | 27 |
| Courrendlin | 28 |
| Crans-Montana | 29 |

| | |
|---------------------|----|
| Davos | 30 |
| Granges-Paccot..... | 31 |
| Interlaken | 32 |
| Locarno..... | 33 |
| Lugano | 34 |
| Lucerne | 35 |
| Mendrisio | 36 |
| Meyrin | 37 |
| Montreux..... | 38 |
| Neuchâtel | 39 |
| Pfäffikon | 40 |
| Schaffhouse | 41 |
| Saint-Gall | 42 |
| Saint-Moritz..... | 43 |
| Zurich..... | 44 |

LISTE DES ABRÉVIATIONS

| | |
|-------------|---|
| CFMJ | Commission fédérale des maisons de jeu |
| DFJP | Département fédéral de justice et police |
| FINMA | Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers |
| GAFI | Groupe d'Action Financière |
| GREF | Gaming Regulators European Forum |
| ICE | International Casino Exhibition |
| IFRS | International Financial Reporting Standards |
| LBA | Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (loi sur le blanchiment d'argent ; RS 955.0) |
| LMJ | Loi fédérale du 18 décembre 1998 sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (loi sur les maisons de jeu ; RS 935.52) |
| LTrans | Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur le principe de la transparence dans l'administration (loi sur la transparence ; RS 152.3) |
| MROS | Money Laundering Reporting Office Switzerland |
| OJH | Ordonnance du DFJP du 24 septembre 2004 sur les systèmes de surveillance et les jeux de hasard (ordonnance sur les jeux de hasard ; RS 935.521.21) |
| OLMJ | Ordonnance du 24 septembre 2004 sur les jeux de hasard et les maisons de jeu (ordonnance sur les maisons de jeu ; RS 935.521) |
| PBJ | Produit brut des jeux |
| Secrétariat | Secrétariat de la Commission fédérale des maisons de jeu |
| SEDC | Système électronique de décompte et de contrôle |
| TAF | Tribunal administratif fédéral |
| TF | Tribunal fédéral |

Le 1er février 2013, j'ai repris la présidence de la Commission fédérale des maisons de jeu.

Mon expérience de membre de la CFMJ, alliée à l'appui et à l'introduction de mon prédécesseur le Dr. Benno Schneider, ainsi que du Directeur, a rendu possible une reprise sans heurts de cette fonction. Je remercie les membres de la Commission et les collaboratrices et collaborateurs du Secrétariat de leur accueil et de leur coopération constructive.

Au début de mon activité, je me suis fixé comme objectif de mieux connaître la situation des maisons de jeu, leur exploitation, ainsi que leurs organes. Des visites sur site et des entretiens m'ont procuré un aperçu de grande valeur du paysage des casinos. En outre, le contact personnel avec les responsables

forme une précieuse base pour l'activité de surveillance. Je poursuivrai ces visites durant l'année en cours.

L'année sous revue a été particulièrement marquée par les travaux intensifs d'élaboration de la nouvelle loi sur les jeux d'argent. De mon point de vue, ce projet est en bonne voie, et il faut espérer qu'il ne souffrira d'aucun retard. Certains domaines, en particulier les jeux online et les tournois de poker, demandent à être urgemment réglementés. Par ailleurs, il faut espérer que les réglementations éprouvées de l'actuelle loi sur les maisons de jeu ne subissent pas de modifications fondamentales dans le cadre de la nouvelle législation sur les jeux d'argent.

Dr. H. Bürgi

COMPOSITION DE LA COMMISSION FÉDÉRALE DES MAISONS DE JEU

Président

Hermann Bürgi
Dr. iur., ancien conseiller aux Etats et ancien conseiller d'État, avocat, Thurgovie

Vice-président

Erwin Jutzet
Conseiller d'Etat, directeur de la sécurité et de la justice du canton de Fribourg, avocat

Membres

Véronique Hermanjat Schulz
Experte diplômée en tourisme, directrice de Passion for People SA et directrice pour la Suisse romande de l'Ecole Internationale de Tourisme à Lausanne

Marianne Johanna Hilf
Prof. Dr. iur., Université de Berne

Sarah Protti
Lic. ès sc. écon. publ., experte fiscale diplômée, MAS LCE, experte réviseur, Lugano

Hansjörg Znoj
Prof. Dr. phil., Université de Berne

Direction du Secrétariat

Jean-Marie Jordan
Directeur

Ruedi Schneider
Directeur suppléant, chef de la division Surveillance

Andrea Wolfer
Cheffe de la division Enquêtes

Niklaus Müller
Chef État-major – Impôts

Stephanie Boschung
Cheffe de la section Surveillance des conditions de la concession

Jean-Jacques Carron
Chef de la section Surveillance de l'exploitation des jeux

Corinne Bammerlin
Cheffe des Services centraux

La Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ) est une commission indépendante des autorités administratives, composée d'experts nommés par le Conseil fédéral. Un membre au moins est nommé sur proposition des cantons. Elle est dotée d'un Secrétariat permanent. La commission assure la surveillance des maisons de jeu, veille à ce que les dispositions légales soient respectées et prend les décisions nécessaires à l'application de la loi.

Suite au retrait de Benno Schneider à la fin de janvier 2013, le Conseil fédéral a nommé un nouveau président en la personne de Hermann Bürgi, membre de la Commission depuis le 1er avril 2012. La Commission a nommé, le 25 avril 2013, Erwin Jutzet à la fonction de vice-président. La CFMJ compte six membres depuis le 1er février 2013.

La Commission s'est réunie à neuf reprises pendant l'année sous revue. Au début de chaque séance, le président et le directeur du Secrétariat ont fait le point sur les affaires courantes. Les membres ont ensuite discuté des affaires générales et des tâches dévolues à la CFMJ en vertu de la loi sur les maisons de jeu (LMJ), arrêtant les décisions qui s'imposaient. Ils se sont aussi penchés sur de nouveaux sujets et ont adopté, pour certains d'eux, des décisions de principe.

En 2013, la CFMJ a aussi prononcé, en sa qualité d'autorité judiciaire, des décisions de confiscation et des décisions pénales. Elle a en outre été amenée, dans le cadre de procédures administratives, à trancher des questions de délimitation afin de déterminer, par exemple, si les jeux proposés sur une machine à sous doivent être qualifiés de jeux de hasard ou de jeux d'adresse. Le Secrétariat était chargé d'instruire, à l'attention de la Commission, les cas relevant du droit pénal et de préparer les

documents et la proposition nécessaires pour le prononcé de la décision.

La Commission a par ailleurs nommé, sur proposition des cantons, les fonctionnaires enquêteurs cantonaux.

La mise en service de tables de jeu semi-automatiques a été autorisée dans une maison de jeu.

La CFMJ a aussi eu à examiner la notion de mise dans les jeux gagnants au sens de la LMJ et la procédure à suivre lorsqu'une personne commet plusieurs infractions.

Comme ils l'avaient fait l'année précédente, les membres de la Commission se sont penchés sur les implications concrètes de l'arrêt du Tribunal fédéral (TF) du 12 mars 2012, qui pose le principe de la qualification préalable par la CFMJ des machines à sous servant aux jeux de hasard (précisions dans le chapitre procédures pénales).

La Commission a pris connaissance du jugement du Tribunal administratif fédéral (TAF) du 26 juin 2013 : dans son arrêt, le TAF a confirmé sur le principe la décision de la CFMJ, qui avait sanctionné une maison de jeu pour non-respect de ses obligations de diligence, car elle n'avait pas appliqué les mesures et les processus définis dans son programme de mesures sociales.

Les travaux relatifs à la nouvelle loi sur les jeux d'argent ont aussi occupé la CFMJ pendant l'année écoulée : le président de la Commission est membre de la haute direction politique du projet tandis que le directeur a représenté la CFMJ lors des séances du groupe d'experts chargé de rédiger le projet de loi. Cette double participation a permis de tenir

les membres de la Commission informés de l'avancement des travaux. Ceux-ci ont souligné l'importance d'une entrée en vigueur rapide de la nouvelle loi afin d'apporter notamment une réponse à trois problématiques urgentes, à savoir la réglementation des jeux de hasard en ligne, l'autorisation restreinte de tournois de poker en dehors des maisons de jeu titulaires d'une concession et la détermination des conditions pour la prochaine procédure d'attribution de concessions.

RENCONTRES ET ÉCHANGES

Le président et le directeur se sont rendus, en 2013, dans les maisons de jeux représentant les huit différents groupes d'actionnaires. Ils étaient accompagnés, pour chacune de ces visites, d'un membre de la Commission. Les discussions avec les dirigeants de ces établissements ont permis pour l'essentiel

d'aborder les attentes mutuelles tant de la CFMJ que des maisons de jeu.

La Commission a reçu, le 18 décembre 2013, une délégation du comité de la Fédération suisse des casinos (FSC) pour des échanges portant notamment sur la conception des mesures de protection sociale dans les maisons de jeu, sur la nouvelle loi sur les jeux d'argent et sur la situation économique de la branche suisse des casinos.

A l'occasion de leur rencontre en octobre 2013, les présidents et les directeurs de la CFMJ et de la Commission des loteries et paris (Comlot) se sont entretenus de la collaboration entre les deux autorités, plus particulièrement dans les domaines de la poursuite des jeux de hasard illégaux et des mesures de protection sociale.

EXPLOITATION DES JEUX

Conformément aux objectifs opérationnels fixés, chaque maison de jeu a fait l'objet de deux inspections ordinaires en 2013. Les contrôles ont porté, d'une part, sur le programme de mesures sociales, la gestion et le respect des dispositions légales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, d'autre part, sur l'exploitation des jeux de table et des machines à sous et, plus particulièrement, sur les aspects techniques et les dispositifs de surveillance. Concernant ce second volet des inspections, la CFMJ a constaté que des progrès avaient été accomplis ces dernières années. Presque tous les établissements emploient désormais des caméras à haute résolution, qui permettent de suivre tous les faits liés au jeu avec une qualité optimale.

Les observations faites lors des inspections ont donné lieu, le plus souvent, à des mesures d'amélioration ponctuelles. La CFMJ n'a relevé

aucun manquement grave. Dans l'ensemble, le Secrétariat a conclu au sérieux du travail effectué par les casinos.

Amené à se prononcer sur un grand nombre de demandes des maisons de jeu, le Secrétariat a rendu 358 décisions, dont 266 concernaient des modifications de l'offre de jeux.

La Commission a aussi eu à examiner pour la première fois en 2013 des demandes d'installation de tables de jeu semi-automatiques. Si leur mise en service implique des investissements importants, ces tables permettent ensuite aux casinos de réduire leurs frais de personnel. En outre, l'emploi de jetons virtuels et la comptabilisation électronique renforcent la sécurité du jeu, puisqu'ils empêchent entre autres dans une large mesure les tricheries.

PROTECTION SOCIALE

La loi oblige les casinos suisses à se doter d'un système efficace de protection contre la dépendance au jeu, de manière à prévenir les conséquences socialement dommageables du jeu (art. 2 LMJ). Une prévention sociale performante est aussi importante pour des questions d'image. Les efforts déployés en la matière par les maisons de jeu sont scrutés tant par les médias que par les politiques, qui accordent toujours plus d'attention à cette thématique sensible. Les maisons de jeu définissent dans leur programme de mesures sociales notamment les procédures prévues pour permettre l'identification précoce des personnes susceptibles de devenir dépendantes du jeu. Elles sont en particulier tenues d'exclure des jeux les clients insolubles ou qui

ne remplissent pas leurs obligations financières, de même que ceux qui engagent des mises sans rapport avec leur revenu et leur fortune (art. 22 LMJ).

Dans le modèle suisse de surveillance des maisons de jeux, celles-ci sont entièrement responsables du respect des normes légales pertinentes. Partant, elles décident de manière autonome de la façon dont elles entendent concrétiser les dispositions visant à prévenir les conséquences socialement dommageables du jeu – des dispositions qui, il y a lieu de le rappeler, étaient uniques en leur genre en Europe au moment de leur adoption. Les établissements disposent donc d'un pouvoir d'appréciation pour mettre en œuvre les me-

sures de protection sociale, en particulier en ce qui concerne les exclusions des jeux. L'évaluation des risques à laquelle ils doivent se livrer avant de prononcer ce type de mesure est à n'en pas douter un exercice délicat : des exclusions prématurées ou inutiles peuvent avoir des incidences sur le produit brut des jeux ; à l'inverse, ne pas exclure une personne des jeux alors que les conditions sont réunies ou ne l'exclure que tardivement peut avoir des conséquences relevant du droit de la surveillance et du droit civil.

Vu l'importance que revêt la prévention des conséquences socialement dommageables du jeu, la CFMJ, en sa qualité d'autorité de surveillance, prête une attention particulière au respect des règles en matière de protection sociale. C'est pourquoi la mise en œuvre du programme de mesures sociales a donné lieu à une inspection dans les 21 casinos suisses. Les contrôles concernaient, notamment, les procédures définies par les maisons de jeu, les connaissances des responsables et des collaborateurs chargés de la mise en œuvre, de même que les modalités de coopération avec des centres de prévention et de traitement. Mais les vérifications ont porté avant tout sur la documentation que les maisons de jeu établissent sur les personnes qui, dans le cadre d'une détection précoce, ont fait l'objet de clarifications et de mesures spécifiques, comme une exclusion des jeux. La CFMJ s'est assurée en particulier que les maisons de jeu avaient bien recueilli toutes les informations pertinentes et que leurs décisions étaient mo-

tivées de manière transparente. Lorsque des manquements ont été constatés, les maisons de jeu concernées ont été invitées par écrit à prendre les mesures nécessaires pour corriger la situation.

Afin de s'acquitter plus efficacement encore de leurs obligations, plusieurs établissements ont modifié leur programme de mesures sociales pendant l'année sous revue. Les changements opérés concernaient notamment les processus applicables pour détecter rapidement des clients susceptibles de développer un comportement problématique face au jeu. Les clarifications menées par la Commission après que divers clients s'étaient plaints d'avoir été exclus des jeux ou de ne pas avoir obtenu la levée de la mesure n'ont pas révélé d'irrégularités de la part des établissements concernés.

Tout comme les années précédentes, les responsables des programmes de mesures sociales et les directeurs des casinos ont été conviés à Berne pour un échange d'expériences. Cette rencontre a été l'occasion de leur fournir des informations générales concernant l'activité de la Commission, mais aussi de leur présenter une série de constats réalisés lors des inspections, d'aborder la jurisprudence ainsi que la future loi sur les jeux d'argent. Les participants ont ensuite eu la possibilité de s'entretenir sur les processus appliqués dans leurs établissements respectifs.

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Les maisons de jeu sont des intermédiaires financiers et ont, à ce titre, des obligations de diligence en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Elles sont tenues non seulement de vérifier l'identité des clients et d'identifier l'ayant droit économique des valeurs patrimoniales concernées, mais aussi d'enregistrer les transactions et de procéder à des clarifications en cas de relations d'affaires ou de transactions présentant des risques accrus. Elles doivent signaler leurs soupçons au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS). Une inspection portant sur la mise en œuvre des telles mesures a eu lieu en 2013 dans chaque maison de jeu. Les contrôles ont porté principalement sur la tenue de la documentation, en particulier l'enregistrement des transactions, ainsi que sur les connaissances des responsables.

Dans quelques maisons de jeu des problèmes ont été constatés dans le contrôle des personnes politiquement exposées pour les étrangers domiciliés en Suisse, dans la qualité

du contrôle interne, ainsi que dans la documentation relative aux clarifications liées à la lutte contre le blanchiment d'argent. Les adaptations nécessaires ont été faites par les maisons de jeu suite aux remarques de la Commission.

Des représentants de tous les casinos suisses ont été accueillis à Berne en début d'année pour discuter de thèmes en relation avec la lutte contre le blanchiment d'argent. La CFMJ a également participé à la séance de coordination des autorités de contrôle de la loi sur le blanchiment d'argent, et à la rencontre des organismes d'autorégulation suisses organisée par l'autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA). Par ailleurs, la CFMJ a pris part au groupe de travail pour la mise en œuvre des recommandations révisées du groupe d'action financière (GAFI), ainsi qu'à celui pour l'évaluation nationale des risques. Elle a, en outre, apporté des commentaires à plusieurs reprises lors des consultations sur ces deux thèmes.

FINANCES ET ORGANISATION INTERNE

Les maisons de jeux sont tenues de soumettre au Secrétariat un rapport explicatif conformément aux dispositions de l'art. 76 OLMJ. Chaque rapport est examiné et fait l'objet d'une discussion individuelle avec le réviseur responsable. De plus, sur la base des observations faites, des mesures appropriées ont été prises.

En sus des discussions individuelles, le Secrétariat a également convié les réviseurs des casinos à une réunion d'échange d'expériences à Berne. Cette rencontre a été organisée afin de discuter notamment des adaptations à apporter au rapport explicatif pour la collaboration future. Elle vise également à favoriser les échanges entre les réviseurs. De plus, afin de vérifier qu'une rentabilité est garantie à long terme et que l'établissement est économi-

quement viable, le Secrétariat a demandé à trois maisons de jeux des plans d'affaires détaillés sur cinq ans. Dans ce cadre, une analyse de plausibilité des calculs de rentabilité et des mesures stratégiques entreprises a été réalisée. Des rencontres avec les intéressés ont permis de discuter notamment des buts financiers et des premiers résultats. L'analyse des données financières relatives à l'exercice 2013 révèle que le produit brut des jeux (PBJ) s'est stabilisé par rapport à l'évolution rencontrée durant les années précédentes. Toutefois, certains casinos ont connu des variations de chiffre d'affaires plus importantes puisque la répartition du PBJ a été modifiée suite à l'ouverture des maisons de jeu de Neuchâtel et de Zurich. La part moyenne des fonds propres est restée stable à 64%. La rentabilité des

fonds propres est passée de 14 % (2012) à 17.5 % (2013). Le montant total des dividendes distribués en 2013 s'est élevé à 87 millions de francs (93 millions l'année précédente).

Une maison de jeu a été concernée par la modification de ses statuts suite à la fusion des concessions d'implantation et d'exploitation.

Il s'agissait de la dernière maison de jeu à connaître cette distinction entre les deux concessions.

ÉVÈNEMENTS PARTICULIERS

Quelques casinos ont enregistré, au printemps de 2013, des pertes importantes aux tables de jeux qu'ils n'étaient pas en mesure d'expliquer. Les clarifications spécifiques effectuées par le Secrétariat ont révélé qu'une partie du matériel de jeu avait atteint la fin de son cycle de vie. En effet, sur certaines cuvettes de roulette, des numéros sortaient à une fréquence excessive d'un point de vue statistique. Un joueur qui aurait eu connaissance de cette anomalie aurait pu en tirer profit, au détriment de l'établissement bien sûr, mais aussi de l'AVS, puisque le montant de l'impôt sur les maisons de jeu s'en trouverait ainsi réduit. Les établissements concernés ont été invités à prendre des mesures pour que le caractère aléatoire du jeu soit à nouveau garanti.

Pendant l'année sous revue, le TAF a jugé un recours formé contre la sanction de près de cinq millions de francs infligée par la CFMJ à un casino qui n'avait pas exclu des jeux un

client qui jouait des sommes dépassant nettement ses moyens. Même s'il a ramené le montant de la sanction à trois millions de francs environ, le TAF a confirmé pour l'essentiel l'argumentation de la Commission. L'affaire a été portée devant le TF. Ce recours ne porte toutefois pas tant sur la mise en œuvre des prescriptions du programme de mesures sociales que sur l'application de dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

La découverte d'un vol de jetons de la part d'un cadre dans une maison de jeu à fin 2012 a conduit la CFMJ à ouvrir une enquête administrative. Les images de la vidéosurveillance ont permis de clarifier le mode opératoire, le préjudice subi et les responsabilités. Des mesures de sécurité supplémentaires et une correction de sa déclaration du PBJ ont été imposées à la maison de jeu concernée.

COLLABORATION AVEC LES CANTONS

La CFMJ a conclu des conventions de collaboration pour la surveillance des casinos avec la plupart des cantons d'implantation. Suite à l'ouverture du casino de Neuchâtel, une convention entre le canton de Neuchâtel et la CFMJ a été conclue. Afin de maintenir un bon niveau de connaissances dans ce domaine hautement spécialisé, la CFMJ organise annuellement une séance de formation à

l'attention des fonctionnaires cantonaux mandatés pour effectuer des contrôles dans les casinos. Pendant l'année sous revue, cette formation a permis de sensibiliser les inspecteurs à différents risques de tricheries et de leur montrer les mesures de sécurité mises en place dans un grand casino pour s'en prémunir.

PRODUIT BRUT DES JEUX ET IMPÔT

En 2013, les casinos ont généré un PBJ de 746,2 millions de francs (cf. tableau récapitulatif à la fin du présent chapitre), soit 11.3 millions de francs de moins que l'année précédente (2012 : 757,5 millions de francs; - 1,5 %). Cette situation est à imputer principalement à la concurrence de l'offre de jeu proposée dans les pays voisins et à l'offre croissante de jeu en ligne. Il est intéressant de noter que l'ouverture de deux nouvelles maisons de jeu à la fin de 2012 a permis de compenser presque entièrement le recul du produit brut des jeux.

Le PBJ est généré en premier lieu par les machines à sous, qui ont rapporté à elles seules 604,6 millions de francs (81 % du PBJ total), soit une diminution de 17 millions de francs par rapport à 2012 (- 2,7 %). La part des jeux de table s'est élevée quant à elle à 141.5 millions de francs (19 % du PBJ total) et a augmenté de 5,7 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (+ 4,2 %). Les maisons de jeu ont versé un impôt d'un montant total de 356,5 millions de francs, ce qui représente une baisse des recettes fiscales de 17,1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent (- 4,6 %). Sur ce montant, 305 millions de francs ont été attribués au fonds de compensation de l'AVS (- 4,5 %) et 51,5 millions de francs ont été versés aux cantons d'implantation des maisons de jeu de type B (- 5,2 %). Le taux d'imposition moyen s'est élevé à 47,78 % (50,66 % pour les établissements au bénéfice d'une concession A et 43,42 % pour les établissements au bénéfice d'une concession B).

Pendant l'année sous revue, les recettes d'impôt sur le jeu inscrites au compte d'État se sont élevées à 308 millions, alors que 376 millions de francs ont été versés au fond de

compensation de l'AVS (recettes de 2011)¹. Les recettes issues de l'impôt sur les maisons de jeu sont versées au fonds de compensation de l'AVS sur une base bisannuelle.

ALLÈGEMENTS FISCAUX

Le Conseil fédéral peut réduire d'un quart au plus le taux de l'impôt pour les casinos de type B, pour autant que les bénéfices de la maison de jeu soient investis pour l'essentiel dans des projets d'intérêt général pour la région, en particulier en vue d'encourager des activités culturelles, ou dans des projets d'utilité publique (art. 42, al. 1, LMJ). Au cours de l'année sous revue, trois maisons de jeu ont demandé à bénéficier d'un tel allègement. Les contributions déclarées s'élèvent à 6.9 millions de francs et correspondent à une réduction d'impôt de 2,4 millions de francs au total.

¹ Les montants relatifs à l'impôt sur les maisons de jeu inscrits au compte d'État diffèrent des valeurs figurant dans le tableau ci-après. Cette différence tient principalement au fait que la période de référence n'est pas la même pour le rapport annuel et pour le compte d'État. En effet, dans ce dernier, ce sont les recettes réalisées durant la période comprise entre le mois d'octobre et le mois de septembre (soit le dernier trimestre de l'exercice précédent et les trois premiers trimestres de l'exercice sous revue) qui sont prises en compte alors que dans le tableau de ce chapitre, l'année civile est déterminante.

Maisons de jeu

2013

2012

| | PBJ | Taux | Impôt sur les maisons de jeu | Confédération | Cantons | PBJ | Taux | Impôt sur les maisons de jeu | Confédération | Cantons |
|------------------|--------------------|---------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|---------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|
| | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | CHF | % | CHF | CHF | CHF |
| Baden | 66'697'540 | 52.26% | 34'857'815 | 34'857'815 | 0 | 92'244'230 | 58.54% | 53'995'384 | 53'995'384 | 0 |
| Bâle | 69'671'958 | 52.99% | 36'920'371 | 36'920'371 | 0 | 71'248'789 | 53.38% | 38'031'640 | 38'031'640 | 0 |
| Berne | 51'874'981 | 48.65% | 25'238'739 | 25'238'739 | 0 | 57'120'211 | 49.92% | 28'516'935 | 28'516'935 | 0 |
| Lugano | 50'403'221 | 48.30% | 24'343'949 | 24'343'949 | 0 | 53'882'058 | 49.14% | 26'476'876 | 26'476'876 | 0 |
| Lucerne | 38'961'571 | 45.57% | 17'754'056 | 17'754'056 | 0 | 44'902'021 | 46.98% | 21'093'662 | 21'093'662 | 0 |
| Montreux | 78'593'480 | 55.19% | 43'372'143 | 43'372'143 | 0 | 84'571'664 | 56.66% | 47'918'040 | 47'918'040 | 0 |
| Saint-Gall | 32'359'543 | 44.04% | 14'250'165 | 14'250'165 | 0 | 36'987'416 | 45.11% | 16'683'267 | 16'683'267 | 0 |
| Zurich | 60'990'184 | 50.87% | 31'023'571 | 31'023'571 | 0 | 10'256'357 | 50.72% | 5'201'887 | 5'201'887 | 0 |
| Total A | 449'552'478 | 50.66% | 227'760'807 | 227'760'807 | 0 | 451'212'746 | 52.73% | 237'917'691 | 237'917'691 | 0 |
| Bad Ragaz | 20'068'801 | 41.39% | 8'306'305 | 4'983'783 | 3'322'522 | 21'115'499 | 41.60% | 8'783'130 | 5'269'878 | 3'513'252 |
| Courrendlin | 15'968'446 | 40.65% | 6'491'432 | 3'894'859 | 2'596'573 | 17'978'910 | 41.00% | 7'370'720 | 4'422'432 | 2'948'288 |
| Crans-Montana | 17'272'910 | 24.93% | 4'305'768 | 2'583'461 | 1'722'308 | 18'116'829 | 27.35% | 4'954'659 | 2'972'796 | 1'981'864 |
| Davos | 2'767'619 | 26.67% | 738'032 | 442'819 | 295'213 | 2'672'164 | 26.67% | 712'577 | 427'546 | 285'031 |
| Granges-Paccot | 22'395'715 | 39.76% | 8'905'307 | 5'343'184 | 3'562'123 | 26'463'966 | 40.47% | 10'709'942 | 6'425'965 | 4'283'977 |
| Interlaken | 11'855'271 | 40.11% | 4'755'661 | 2'853'397 | 1'902'264 | 12'122'675 | 40.14% | 4'865'910 | 2'919'546 | 1'946'364 |
| Locarno | 21'655'747 | 41.71% | 9'031'643 | 5'418'986 | 3'612'657 | 23'418'278 | 42.07% | 9'851'591 | 5'910'955 | 3'940'636 |
| Mendrisio | 57'089'399 | 47.25% | 26'973'227 | 16'183'936 | 10'789'291 | 63'674'070 | 48.10% | 30'624'902 | 18'374'941 | 12'249'961 |
| Meyrin | 63'779'624 | 51.55% | 32'877'348 | 19'726'409 | 13'150'939 | 66'009'646 | 52.09% | 34'386'607 | 20'631'964 | 13'754'643 |
| Neuchâtel | 19'287'616 | 41.24% | 7'954'427 | 4'772'656 | 3'181'771 | 2'382'224 | 41.84% | 996'611 | 597'967 | 398'644 |
| Pfäffikon | 30'118'174 | 43.53% | 13'109'678 | 7'865'807 | 5'243'871 | 36'926'643 | 45.09% | 16'650'754 | 9'990'452 | 6'660'302 |
| Schaffhouse | 11'252'009 | 40.07% | 4'508'324 | 2'704'994 | 1'803'329 | 12'287'518 | 40.16% | 4'934'320 | 2'960'592 | 1'973'728 |
| Saint-Moritz | 3'095'569 | 26.67% | 825'485 | 495'291 | 330'194 | 3'143'912 | 26.67% | 838'377 | 503'026 | 335'351 |
| Total B | 296'606'901 | 43.42% | 128'782'637 | 77'269'582 | 51'513'055 | 306'312'335 | 44.29% | 135'680'100 | 81'408'060 | 54'272'040 |
| Total A+B | 746'159'379 | 47.78% | 356'543'444 | 305'030'389 | 51'513'055 | 757'525'081 | 49.32% | 373'597'791 | 319'325'751 | 54'272'040 |

JEUX D'ARGENT LÉGAUX

Les cantons peuvent autoriser l'exploitation de jeux d'argent d'adresse sur leur territoire (art. 106, al. 3, let. C, Cst). Afin d'éviter la prolifération de jeux automatiques de pseudo-adresse, la législation prévoit que tous les appareils à sous, qu'ils servent aux jeux d'adresse ou de hasard, doivent être présentés à la CFMJ préalablement à leur mise en circulation. L'examen de la CFMJ prend place dans le cadre d'une procédure formelle régie par la loi fédérale sur la procédure administrative. Il s'avère souvent complexe, car les jeux présentent généralement à la fois des éléments faisant appel à l'adresse du joueur et des composantes dépendant du hasard. Il s'agit donc d'en examiner les relations et l'importance, au besoin à l'aide d'experts externes indépendants. Cette analyse technique et juridique aboutit finalement à une décision constatant la nature du jeu susceptible de recours au TAF, puis au TF. Seuls les appareils qualifiés comme jeux d'adresse peuvent ensuite être exploités dans les treize cantons qui les autorisent, aux conditions fixées par eux. Toute personne qui a un intérêt digne de protection peut en outre demander à la CFMJ de

qualifier un appareil à sous. Il peut alors s'agir non seulement de distinguer un jeu de hasard d'un jeu d'adresse, mais également un jeu d'argent d'un simple jeu de divertissement ou encore un jeu soumis à la LMJ d'un jeu sortant de son champ d'application, notamment un jeu relevant de la législation sur les loteries pour l'application de laquelle les cantons sont seuls compétents.

Au 1^{er} janvier 2013, sept procédures de qualification ouvertes l'année précédente étaient encore en cours. Durant l'année sous revue, six nouveaux appareils ont été présentés à la CFMJ qui a reconnu le caractère de jeu d'adresse de deux d'entre eux. Dans un cas, la CFMJ a examiné des modifications apportées à une machine préalablement qualifiée de jeu d'adresse et constaté qu'elles n'en changeaient pas la nature. Elle a de surcroît estimé que deux des appareils présentés n'étaient pas soumis à la LMJ. Enfin, quatre requêtes ont été retirées. À la fin de l'année, quatre appareils étaient encore en cours d'examen.

JEUX D'ARGENT ILLÉGAUX

PROCÉDURES PÉNALES

Depuis l'interdiction faite au juge pénal de qualifier les appareils à sous dans le cadre de la procédure pénale découlant de l'arrêt du Tribunal fédéral du 16 mars 2012, les procédures administratives de qualification des jeux jouent un rôle essentiel dans le traitement des affaires pénales. Pour qu'une condamnation pénale puisse intervenir, il faut que la CFMJ ait préalablement qualifié les jeux comme appareils à sous servant aux jeux de hasard dans le cadre d'une procédure administrative for-

melle. Si, au moment de la commission de l'acte, une offre de jeu n'a pas encore été formellement qualifiée dans le cadre d'une procédure administrative, l'auteur ne peut plus être poursuivi pour avoir organisé des jeux de hasard illégaux au sens de l'art. 56, al. 1, let. A, LMJ, mais uniquement pour avoir enfreint d'autres dispositions pénales de la loi sur les maisons de jeu. En cas de soupçon d'offre illégale, une procédure pénale est ouverte, une instruction est menée avec toutes

les mesures de contrainte et d'administration des preuves nécessaires (perquisitions, séquestres, auditions, analyses) et, en l'absence de qualification, une procédure administrative est simultanément engagée afin de qualifier les jeux en cause. L'enquête est achevée après la clôture de la procédure administrative et l'entrée en force de la décision qualifiant les jeux en tant qu'appareils à sous servant aux jeux de hasard, puis la Commission décerne un mandat de répression.

Selon le TF, l'exploitation d'appareils à sous servant aux jeux de hasard qui, au moment des faits, n'ont pas encore été qualifiés comme tels dans une procédure administrative, ne peut plus être réprimée comme organisation ou exploitation de jeux de hasard au sens de l'art. 56, al. 1, let. A, LMJ. Si une telle exploitation devait ne pas pouvoir être sanctionnée par une autre disposition pénale de la LMJ, cela conduirait à un résultat absurde : bien que la loi soit conçue pour prohiber l'exploitation des appareils à sous servant aux jeux de hasard à l'extérieur des maisons de jeu, les appareils qui n'ont pas encore été qualifiés comme tels échapperaient en effet à cette interdiction, et ce nonobstant le fait que tous les appareils à sous doivent être présentés à la CFMJ avant d'être mis en circulation. Depuis l'arrêt précité du TF, la CFMJ poursuit donc les auteurs de tels actes en application d'autres dispositions de la LMJ dans le but d'éviter une lacune injustifiable de punissabilité. Une procédure pilote est actuellement pendante devant les instances judiciaires dans le cadre de laquelle cette pratique sera examinée. L'administration des preuves pour les procédures administratives nécessite beaucoup de travail et est menée avec succès grâce à une étroite collaboration avec les corps de police cantonaux.

Au cours de l'année écoulée, la Commission a notifié des projets de décisions de qualification pour une centaine de jeux environ afin que les parties concernées puissent prendre position dans le cadre de l'exercice du droit

d'être entendu. Elle a déjà pu se prononcer définitivement sur 28 jeux. Ces décisions ont cependant été contestées et sont actuellement pendantes auprès du TAF. Dès qu'elles seront entrées en force, les auteurs de nouvelles infractions pourront à nouveau être condamnés pour avoir organisé des jeux illégaux au sens de l'art. 56, al. 1, let. a, LMJ, tandis que les auteurs d'actes faisant déjà l'objet de procédures pénales seront jugés pour avoir enfreint d'autres dispositions de la loi sur les maisons de jeu.

Durant l'année sous revue, la CFMJ a ouvert 115 nouvelles procédures pénales ; 90% concernent des offres de jeux en ligne parmi lesquelles il faut distinguer deux cas de figure :

D'une part, certaines offres consistent en l'installation, dans les établissements publics, de terminaux spécifiquement configurés pour permettre l'accès à différentes plateformes de jeux de hasard. Elles sont liées à l'exploitant de l'établissement tant au niveau de la distribution que de la comptabilité (encaissement des mises et paiement des gains). Lors de ses perquisitions, la CFMJ a souvent rencontré, conjointement, des offres de paris illégaux qu'elle a dénoncées aux autorités cantonales compétentes.

D'autre part, il existe des sites internet légaux dans les pays dans lesquels ils sont exploités et qui, faute de mesures de blocage, sont accessibles aux joueurs se trouvant en Suisse (au moyen de n'importe quel ordinateur). Ces offres ne présentent en règle générale aucun lien de rattachement pénal avec la Suisse ou des liens qui ne peuvent être suffisamment établis.

Parallèlement aux procédures administratives, la CFMJ a mené l'instruction jusqu'au stade de l'examen de la qualification des jeux dans 35 procédures pénales de l'année écoulée et dans 145 cas antérieurs. En outre, la Commission a jugé 33 procédures concernant des jeux non automatiques. Enfin, 8 affaires de

l'exercice sous revue et 15 cas antérieurs ont été classés faute de preuves suffisantes.

JEUX DE HASARD EN LIGNE

Sur proposition de la CFMJ, le Conseil fédéral a chargé le DFJP, en avril 2009, de préparer les bases légales permettant, d'une part, l'octroi de concessions pour l'organisation, jusqu'à ce jour interdite, de jeux de hasard au moyen d'internet et, d'autre part, la mise en œuvre

d'instruments efficaces de lutte contre le marché illégal de jeux de hasard en ligne.

Les résultats et les conclusions du groupe de travail dirigé par la CFMJ dans le cadre de ce mandat sont désormais inclus dans les travaux d'élaboration de la nouvelle législation qu'il est prévu de mettre en vigueur en 2018 pour réglementer les deux secteurs de jeux de hasard (jeux de casinos d'une part et jeux de loterie et paris d'autre part).

En février 2013, des représentants du Secrétariat se sont rendus au salon international dédié aux jeux de hasard (International Casino Exhibition, ICE), qui se tient tous les ans à Londres. Cette exposition a permis d'aborder une série de questions et de thèmes avec les laboratoires reconnus par la CFMJ et les fabricants de machines à sous et de matériel pour jeux de table.

Le directeur du Secrétariat a participé, en juin 2013, à la conférence annuelle des autorités européennes de surveillance (Gaming Regulators European Forum, GREF), organisée à Riga. Les délégués y ont notamment été informés de la décision de l'Union européenne de se limiter à formuler des recommandations concernant les jeux sur internet. Les États membres disposent ainsi d'une large marge d'interprétation. Ils ont aussi discuté de questions touchant à la lutte contre le blanchiment d'argent et de la problématique grandissante des jeux gratuits proposés sur des plateformes sociales.

Le 17 juin 2013 s'est tenue à Londres une conférence consacrée à la prévention des conséquences socialement dommageables du jeu. Parmi les principales préoccupations abordées figuraient la proportion de jeunes jouant à des jeux en ligne et les jeux gratuits proposés toujours plus fréquemment pour inciter à jouer à des jeux d'argent.

Des représentants du Secrétariat ont aussi pris part en 2013 à la table ronde annuelle des autorités européennes chargées de réglementer le secteur des jeux d'argent (« Annual European Regulators Round Table »). Les participants se sont penchés en particulier sur les questions du développement de la législation en matière de jeux en ligne et de la protection des joueurs.

Un échange tripartite d'informations entre l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse sur les développements récents en matière de jeux de hasard et de protection des joueurs s'est tenu à Berne en juin 2013. Les participants se sont entretenus des travaux législatifs en cours dans leurs pays respectifs et des méthodes visant la détection précoce des joueurs problématiques.

Le directeur du Secrétariat a pris part, à la fin du mois d'août 2013 à Ascona, à l'Académie des dépendances, qui avait pour titre « Ascèse ou excès – Compétence en matière de consommation : entre responsabilité individuelle et responsabilité collective ».

RESSOURCES

PERSONNEL

Au 31 décembre 2013, la CFMJ employait 38 personnes (pour un équivalent de 34,1 postes à temps plein).

La proportion de collaborateurs francophones a légèrement baissé pendant l'année écoulée pour se situer à 30,21 % des effectifs (31,23 % l'année précédente). Au total 8,21 % des collaborateurs sont de langue italienne (8,41 % un an plus tôt). La part de collaborateurs ger-

manophones a enregistré une augmentation minimale et s'est établie à 61,58 % (60,36 % à la fin de 2012).

Concernant la représentation des sexes, la proportion d'hommes a augmenté, passant de 42,94 % en 2012 à 48,97 % en 2013. Les femmes restent néanmoins majoritaires à la CFMJ, où elles constituent 51,03 % du personnel (57,06 % l'année précédente).

FINANCES

Charges

En 2013, les charges de la CFMJ ont atteint 8,54 millions de francs. La plus grande partie de cette somme, soit 6,24 millions de francs (73,1 % du total des dépenses), a été consacrée aux charges de personnel ; ces dernières comprennent également les honoraires versés aux membres de la Commission. Le montant restant, à savoir 2,30 millions (26,9 %), correspond aux charges de biens et services et aux charges d'exploitation.

Ventilées par catégories de financement, les charges se répartissent comme suit : les char-

ges avec incidences financières de prestataires externes à la Confédération totalisent 6,95 millions de francs, tandis que l'imputation interne des prestations (location de locaux, informatique et salaires du personnel du Centre de prestations Finances et du Centre spécialisé Personnel, tous deux rattachés au Secrétariat général du DFJP) se monte à 1,61 million de francs. Le solde, soit 0,02 million de francs, est imputable à des charges sans incidences financières, telles que des provisions ou des amortissements d'actifs.

Revenus

Les revenus de la CFMJ se sont élevés, pour 2013, à 6,08 millions de francs. Ils proviennent de la taxe de surveillance (3,70 millions), de l'indemnisation des coûts pour la perception de l'impôt sur les maisons de jeu (1,50 mil-

lion), des émoluments liés aux procédures pénales et administratives (0,72 million). Les amendes, les sanctions administratives et les valeurs patrimoniales confisquées ont en outre rapporté 0,16 million de francs en 2013.

Les charges et les revenus de la CFMJ se répartissent comme suit:

| Charges 2013 | |
|--|------------------|
| Membres de la CFMJ | 183'874 |
| Personnel du Secrétariat | 6'060'521 |
| Frais administratifs | 1'112'214 |
| Informatique | 654'025 |
| Indemnités aux cantons | 277'642 |
| Mandats confiés à des experts externes | 120'379 |
| Pertes sur débiteurs | 134'624 |
| Total | 8'543'279 |

| Revenus 2013 | | |
|--|-------------------------|------------------|
| Taxe de surveillance | 3'695'645 | |
| Indemnité pour la perception de l'impôt sur les maisons de jeu | 1'495'888 | |
| Procédures administratives | Émoluments casinos | 552'175 |
| | Émoluments délimitation | 105'691 |
| Procédures pénales | Frais de procédure | 63'147 |
| Sous-total | | 5'912'546 |

| Autres revenus de la CFMJ | |
|-------------------------------------|------------------|
| Sanctions administratives | 0 |
| Créances compensatrices | 34'491 |
| Valeurs patrimoniales confisquées | 20'241 |
| Amendes | 41'000 |
| Remboursements de frais et intérêts | 68'750 |
| Sous-total | 164'482 |
| Total | 6'077'028 |

| Impôt sur les maisons de jeu | |
|---|--------------------|
| Charges de transfert (recettes 2011) | 376'053'859 |
| Revenus de transfert | 307'711'765 |

DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES DES MAISONS DE JEU

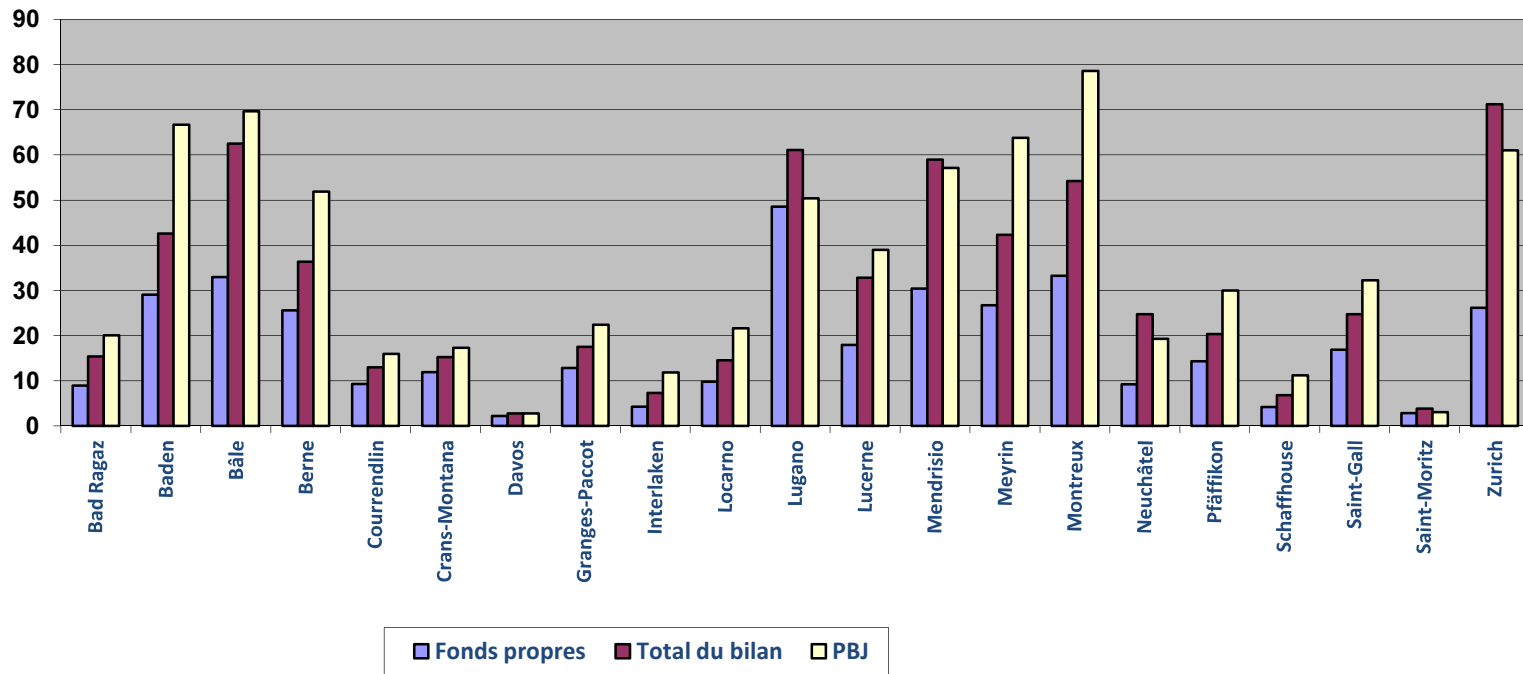
Les tableaux suivants contiennent une sélection de données financières et de chiffres-clés extraits des comptes annuels des maisons de jeu et des rapports explicatifs établis par les réviseurs selon l'art. 76 OLMJ. Les organigrammes structurels simplifiés présentent la situation telle qu'approuvée par la CFMJ au 31.12.2013.

Conformément à l'art. 74 OLMJ, les comptes annuels des maisons de jeu ont été dressés selon les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

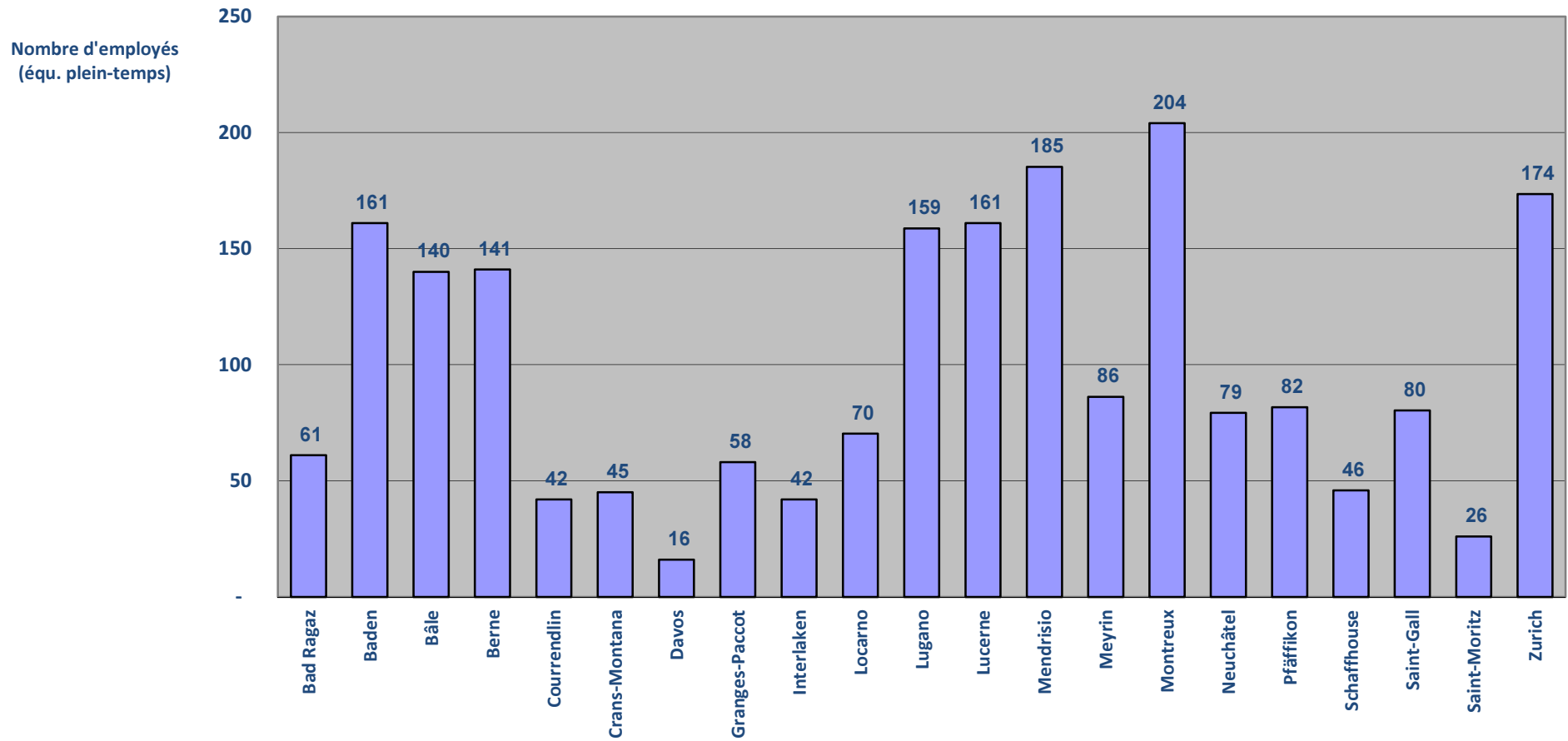
| Bilan | 2013 (CHF) | 2012 (CHF) | Δ |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|----------|
| Actif circulant | 312'864'041 | 305'741'980 | 2.33% |
| Actif immobilisé | 315'582'289 | 373'801'830 | -15.57% |
| Fonds étrangers à court terme | 168'350'231 | 197'928'783 | -14.94% |
| Fonds étrangers à long terme | 82'766'481 | 63'440'794 | 30.46% |
| Fonds propres | 377'329'618 | 418'174'233 | -9.77% |
| Total du bilan | 628'446'330 | 679'543'810 | -7.52% |
| Compte de résultats | | | |
| Produit brut des jeux | 745'899'730 | 757'599'685 | -1.54% |
| Tronc | 36'187'875 | 37'317'422 | -3.03% |
| Autres produits | 48'739'006 | 44'010'690 | 10.74% |
| Impôt sur les maisons de jeu | -356'857'972 | -373'939'743 | -4.57% |
| Charges de personnel | -192'164'856 | -189'223'434 | 1.55% |
| Charges d'exploitation | -147'624'792 | -151'236'482 | -2.39% |
| Amortissements | -44'415'572 | -39'143'414 | 13.47% |
| Résultat financier | 5'508'706 | 4'751'537 | 15.94% |
| Autres charges et produits | -136'199 | -719'241 | -81.06% |
| Impôt sur le résultat | -19'276'216 | -17'726'848 | 8.74% |
| Bénéfices annuels | 75'859'710 | 71'690'172 | 5.82% |
| Personnel (équivalent temps plein) | 2'058 | 2'163 | -4.83% |

FONDS PROPRES, TOTAL DU BILAN, PRODUIT BRUT DES JEUX AU 31.12.2013

CHF (millions)



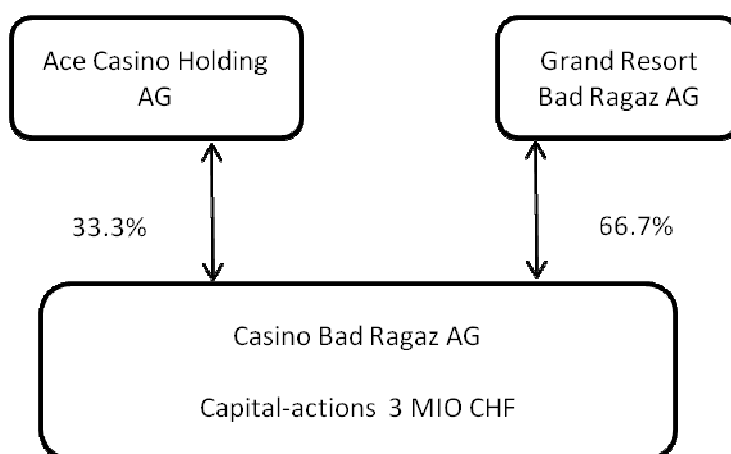
ÉTAT DU PERSONNEL DES MAISONS DE JEU AU 31.12.2013



DONNÉES FINANCIÈRES PAR MAISON DE JEU

BAD RAGAZ

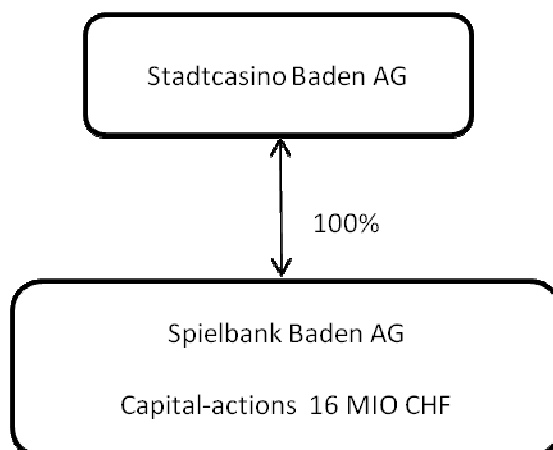
| | |
|--------------------------------|----------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino Bad Ragaz AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 8 |
| Machines à sous | 151 |



| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 1'625'293 |
| Actif immobilisé | 13'793'486 |
| Fonds étrangers à court terme | 3'715'308 |
| Fonds étrangers à long terme | 2'768'000 |
| Fonds propres | 8'935'471 |
| Total du bilan | 15'418'779 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 20'068'801 |
| Tronc | 927'026 |
| Autres produits | 545'181 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -8'306'305 |
| Charges de personnel | -5'091'341 |
| Charges d'exploitation | -3'851'018 |
| Amortissements | -960'984 |
| Résultat financier | -22'726 |
| Autres charges et produits | 0 |
| Impôt sur le résultat | -573'207 |
| Résultat de l'exercice | 2'735'427 |

BADEN

| | |
|--------------------------------|---------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Spielbank Baden AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 22 |
| Machines à sous | 323 |

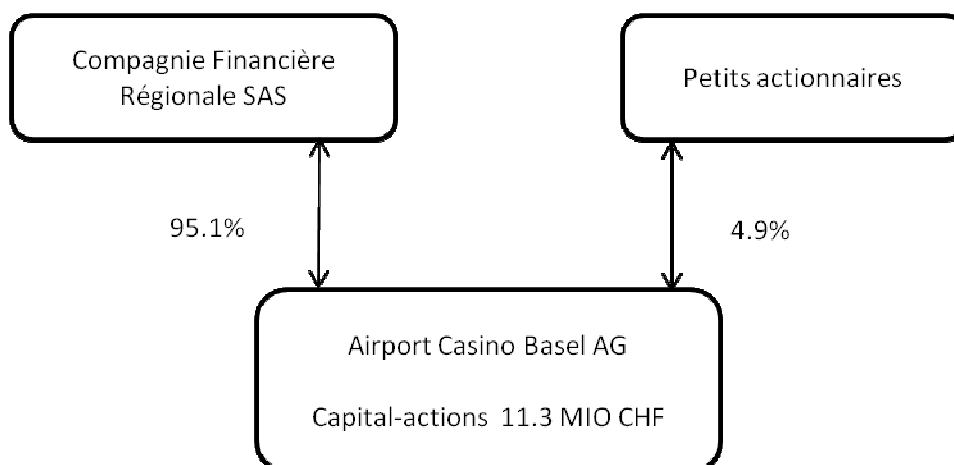


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 20'929'000 |
| Actif immobilisé | 21'668'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 11'009'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 2'520'000 |
| Fonds propres | 29'068'000 |
| Total du bilan | 42'597'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 66'698'000 |
| Tronc | 4'123'000 |
| Autres produits | 3'104'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -34'858'000 |
| Charges de personnel | -16'917'000 |
| Charges d'exploitation | -10'031'000 |
| Amortissements | -4'342'000 |
| Résultat financier | 185'000 |
| Autres charges et produits* | 2'000 |
| Impôt sur le résultat | -1'403'000 |
| Résultat de l'exercice | 6'561'000 |

*Gain sur la vente d'actifs immobilisés:

2'000

| | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Airport Casino Basel AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 13 |
| Machines à sous | 309 |



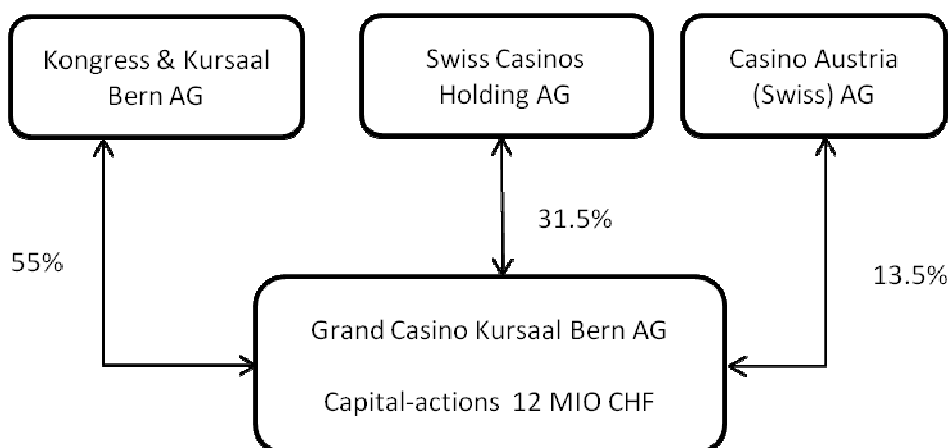
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 11'962'712 |
| Actif immobilisé | 50'574'041 |
| Fonds étrangers à court terme | 18'761'591 |
| Fonds étrangers à long terme | 10'817'000 |
| Fonds propres | 32'958'162 |
| Total du bilan | 62'536'753 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 69'671'958 |
| Tronc | 2'983'093 |
| Autres produits | 2'331'613 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -36'920'371 |
| Charges de personnel | -13'784'560 |
| Charges d'exploitation | -8'254'488 |
| Amortissements | -5'076'624 |
| Résultat financier | 679'351 |
| Autres charges et produits* | 5'233 |
| Impôt sur le résultat | -2'546'341 |
| Résultat de l'exercice | 9'088'864 |

*Variation de la provision pour jackpot:

5'233

BERNE

| | |
|--------------------------------|-------------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Grand Casino Kursaal Bern AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 14 |
| Machines à sous | 350 |

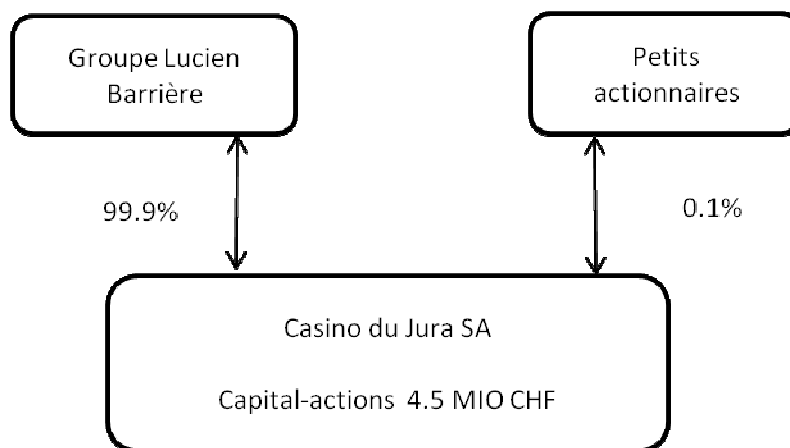


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 19'286'695 |
| Actif immobilisé | 17'104'482 |
| Fonds étrangers à court terme | 9'239'032 |
| Fonds étrangers à long terme | 1'556'818 |
| Fonds propres | 25'595'327 |
| Total du bilan | 36'391'177 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 51'874'981 |
| Tronc | 1'740'923 |
| Autres produits | 4'086'754 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -25'238'739 |
| Charges de personnel | -12'599'086 |
| Charges d'exploitation | -9'327'286 |
| Amortissements | -2'797'135 |
| Résultat financier | 47'952 |
| Autres charges et produits* | 121'148 |
| Impôt sur le résultat | -1'727'834 |
| Résultat de l'exercice | 6'181'678 |

*Variation de la provision pour jackpot:

121'148

| | |
|--------------------------------|-------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino du Jura SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 5 |
| Machines à sous | 117 |



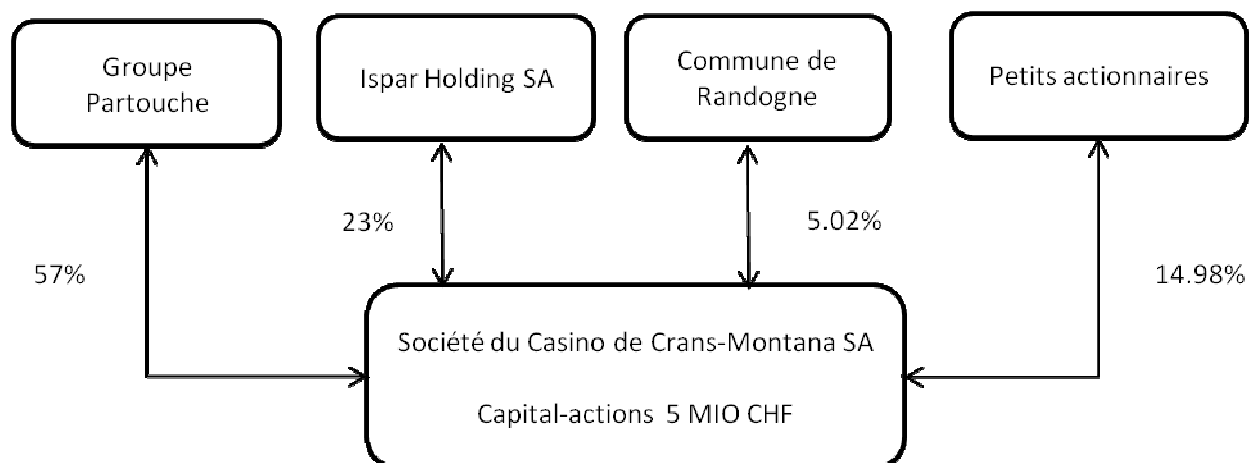
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 9'061'000 |
| Actif immobilisé | 3'955'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 3'122'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 585'000 |
| Fonds propres | 9'309'000 |
| Total du bilan | 13'016'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 15'969'000 |
| Tronc | 413'000 |
| Autres produits | 174'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -6'491'000 |
| Charges de personnel | -3'316'000 |
| Charges d'exploitation | -2'446'000 |
| Amortissements | -414'000 |
| Résultat financier | 112'000 |
| Autres charges et produits* | 52'000 |
| Impôt sur le résultat | -901'000 |
| Résultat de l'exercice | 3'152'000 |

*Résultat points-fidélités:
Ecart sur Produit Brut des Jeux:

53'000
-1'000

CRANS-MONTANA

| | |
|--------------------------------|--|
| Concessionnaire d'exploitation | Société du Casino de Crans-Montana SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 7 |
| Machines à sous | 140 |

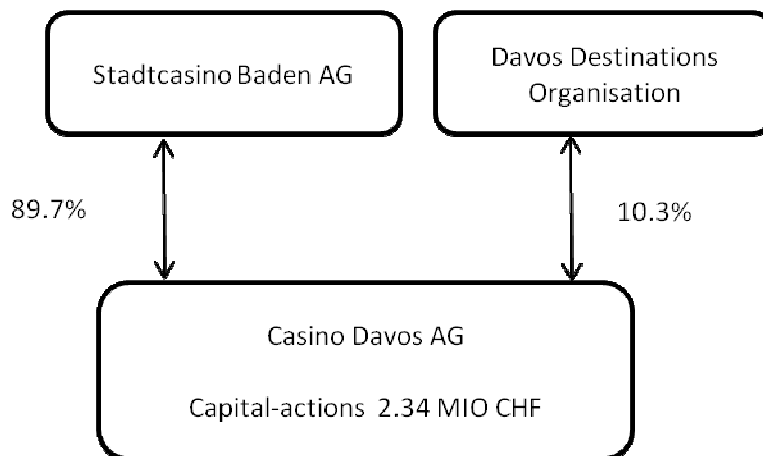


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 12'726'595 |
| Actif immobilisé | 2'554'342 |
| Fonds étrangers à court terme | 3'130'550 |
| Fonds étrangers à long terme | 252'885 |
| Fonds propres | 11'897'502 |
| Total du bilan | 15'280'937 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 17'272'910 |
| Tronc | 463'439 |
| Autres produits | 432'458 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -4'295'636 |
| Charges de personnel | -3'589'280 |
| Charges d'exploitation | -3'725'011 |
| Amortissements | -782'835 |
| Résultat financier | 64'417 |
| Autres charges et produits* | -4'958 |
| Impôt sur le résultat | -1'243'430 |
| Résultat de l'exercice | 4'592'074 |

*Variation de la provision pour jackpot:

-4'958

| | |
|--------------------------------|------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino Davos AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 4 |
| Machines à sous | 61 |

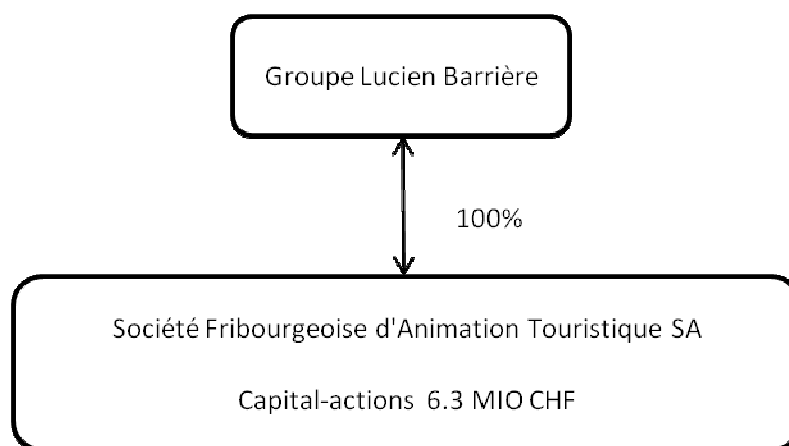


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 1'595'000 |
| Actif immobilisé | 1'156'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 507'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 36'000 |
| Fonds propres | 2'208'000 |
| Total du bilan | 2'751'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 2'768'000 |
| Tronc | 176'000 |
| Autres produits | 141'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -738'000 |
| Charges de personnel | -1'511'000 |
| Charges d'exploitation | -872'000 |
| Amortissements | -167'000 |
| Résultat financier | 12'000 |
| Autres charges et produits* | -10'000 |
| Impôt sur le résultat | -3'000 |
| Résultat de l'exercice | -204'000 |

*Escomptes:

-10'000

| | |
|--------------------------------|---|
| Concessionnaire d'exploitation | Société Fribourgeoise d'Animation Touristique SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 6 |
| Machines à sous | 148 |



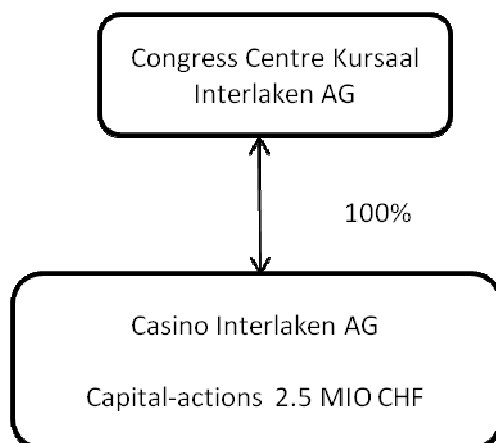
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 12'919'000 |
| Actif immobilisé | 4'584'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 3'737'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 957'000 |
| Fonds propres | 12'809'000 |
| Total du bilan | 17'503'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 22'396'000 |
| Tronc | 451'000 |
| Autres produits | 634'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -8'905'000 |
| Charges de personnel | -4'522'000 |
| Charges d'exploitation | -4'475'000 |
| Amortissements | -596'000 |
| Résultat financier | 17'000 |
| Autres charges et produits* | -23'000 |
| Impôt sur le résultat | -935'000 |
| Résultat de l'exercice | 4'042'000 |

*Résultat points-fidélités:
Ecart sur Produit Brut des Jeux:

-22'000
-1'000

INTERLAKEN

| | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino Interlaken AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 6 |
| Machines à sous | 121 |



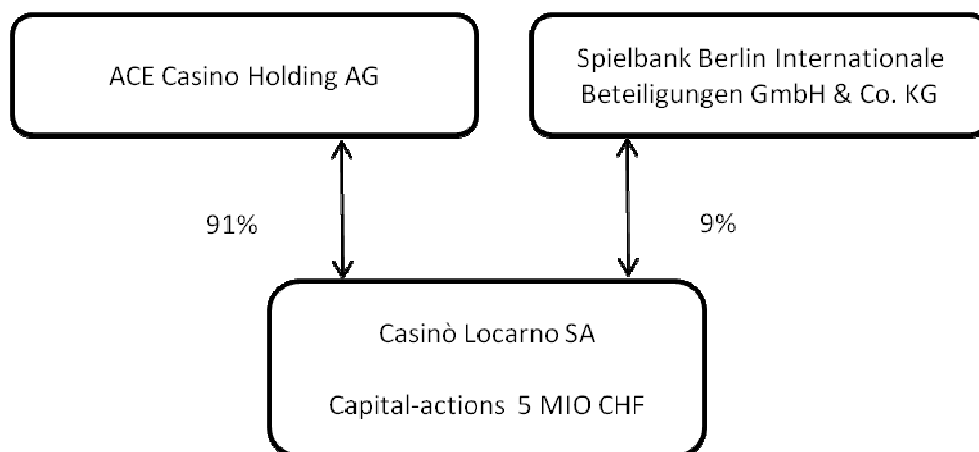
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 4'158'984 |
| Actif immobilisé | 3'178'833 |
| Fonds étrangers à court terme | 1'937'561 |
| Fonds étrangers à long terme | 1'161'933 |
| Fonds propres | 4'238'323 |
| Total du bilan | 7'337'817 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 11'855'271 |
| Tronc | 553'733 |
| Autres produits | 538'765 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -4'755'661 |
| Charges de personnel | -4'143'575 |
| Charges d'exploitation | -2'557'859 |
| Amortissements | -651'879 |
| Résultat financier | 82'190 |
| Autres charges et produits* | -14'686 |
| Impôt sur le résultat | -185'533 |
| Résultat de l'exercice | 720'766 |

*Variation de la provision pour jackpot:
Escomptes:

-12'715
-1'971

LOCARNO

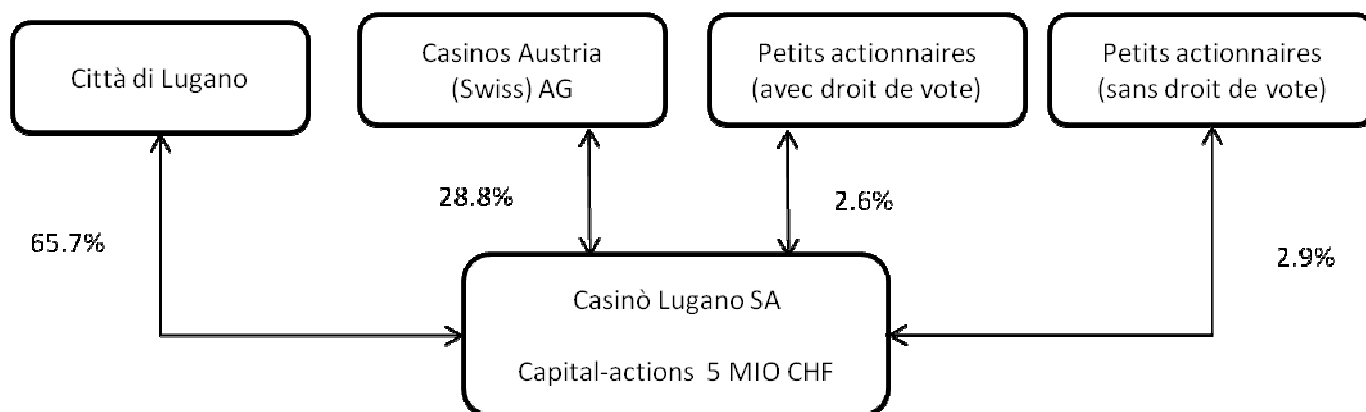
| | |
|--------------------------------|--------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casinò Locarno SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 7 |
| Machines à sous | 150 |



| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 8'794'000 |
| Actif immobilisé | 5'746'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 2'927'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 1'783'000 |
| Fonds propres | 9'830'000 |
| Total du bilan | 14'540'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 21'656'000 |
| Tronc | 527'000 |
| Autres produits | 1'206'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -9'032'000 |
| Charges de personnel | -6'255'000 |
| Charges d'exploitation | -4'328'000 |
| Amortissements | -1'203'000 |
| Résultat financier | 62'000 |
| Autres charges et produits | 0 |
| Impôt sur le résultat | -371'000 |
| Résultat de l'exercice | 2'262'000 |

LUGANO

| | |
|--------------------------------|------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casinò Lugano SA |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 17 |
| Machines à sous | 396 |



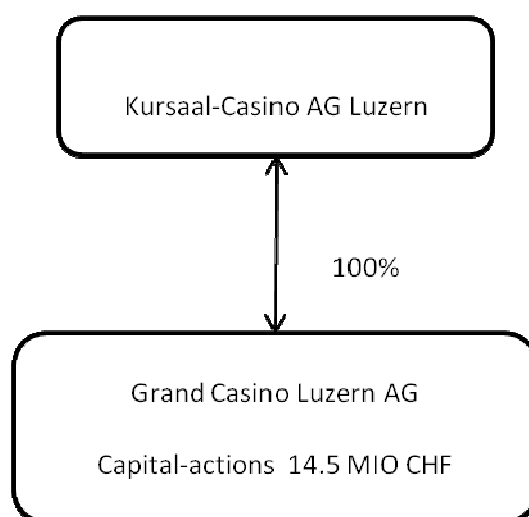
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 27'501'000 |
| Actif immobilisé | 33'559'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 9'193'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 3'327'000 |
| Fonds propres | 48'540'000 |
| Total du bilan | 61'060'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 50'403'000 |
| Tronc | 1'996'000 |
| Autres produits | 1'968'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -24'619'000 |
| Charges de personnel | -15'335'000 |
| Charges d'exploitation | -8'365'000 |
| Amortissements | -4'887'000 |
| Résultat financier | 755'000 |
| Autres charges et produits* | -215'000 |
| Impôt sur le résultat | -227'000 |
| Résultat de l'exercice | 1'474'000 |

*Variation de la provision pour jackpot:
Différences opératives:

-185'000
-30'000

LUCERNE

| | |
|--------------------------------|-------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Grand Casino Luzern AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 15 |
| Machines à sous | 256 |

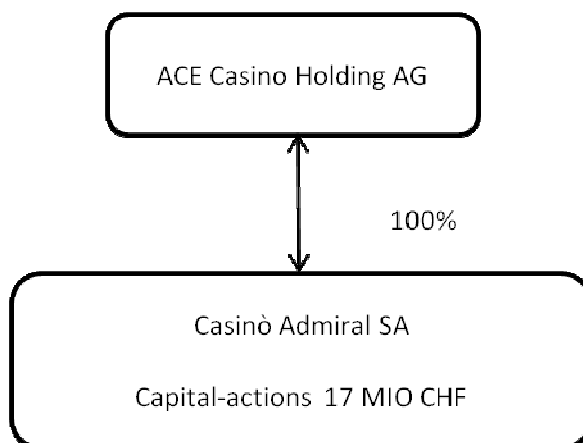


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 12'979'000 |
| Actif immobilisé | 19'841'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 7'939'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 6'951'000 |
| Fonds propres | 17'930'000 |
| Total du bilan | 32'820'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 38'962'000 |
| Tronc | 1'283'000 |
| Autres produits | 11'935'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -17'754'000 |
| Charges de personnel | -17'570'000 |
| Charges d'exploitation | -13'104'000 |
| Amortissements | -3'302'000 |
| Résultat financier | 40'000 |
| Autres charges et produits* | -5'000 |
| Impôt sur le résultat | -91'000 |
| Résultat de l'exercice | 394'000 |

*Escomptes:

-5'000

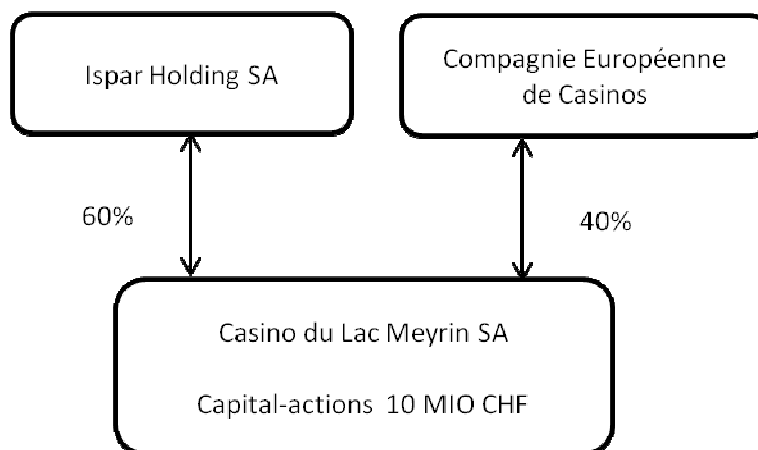
| | |
|--------------------------------|-------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casinò Admiral SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 31 |
| Machines à sous | 250 |



| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 36'400'000 |
| Actif immobilisé | 22'560'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 23'657'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 4'923'000 |
| Fonds propres | 30'380'000 |
| Total du bilan | 58'960'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 57'090'000 |
| Tronc | 5'663'000 |
| Autres produits | 5'577'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -27'023'000 |
| Charges de personnel | -18'010'000 |
| Charges d'exploitation | -17'591'000 |
| Amortissements | -3'263'000 |
| Résultat financier | 2'173'000 |
| Autres charges et produits | 0 |
| Impôt sur le résultat | -999'000 |
| Résultat de l'exercice | 3'617'000 |

MEYRIN

| | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino du Lac Meyrin SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 16 |
| Machines à sous | 195 |



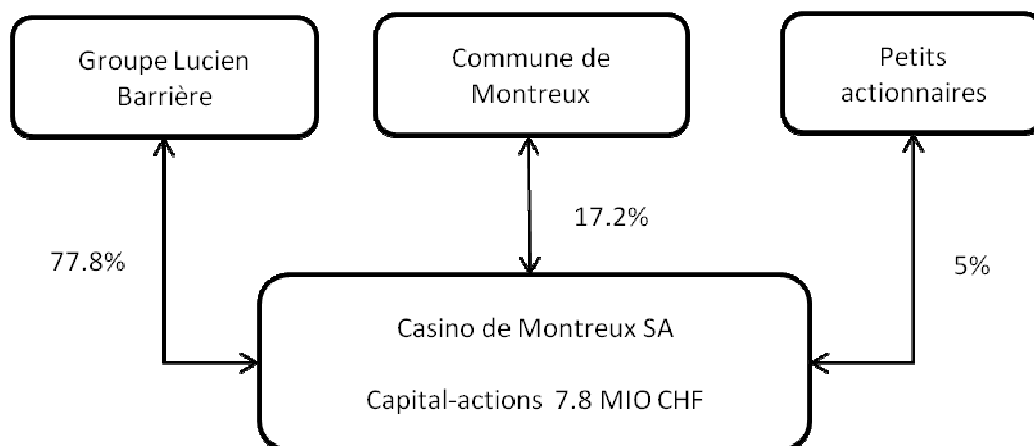
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 33'163'983 |
| Actif immobilisé | 9'145'375 |
| Fonds étrangers à court terme | 15'562'445 |
| Fonds étrangers à long terme | 52'609 |
| Fonds propres | 26'694'304 |
| Total du bilan | 42'309'358 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 63'779'624 |
| Tronc | 2'571'745 |
| Autres produits | 913'450 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -32'877'348 |
| Charges de personnel | -6'776'597 |
| Charges d'exploitation | -9'957'943 |
| Amortissements | -2'352'221 |
| Résultat financier | 364'977 |
| Autres charges et produits* | -2'030 |
| Impôt sur le résultat | -3'585'430 |
| Résultat de l'exercice | 12'078'227 |

*Variation de la provision pour jackpot:
Ecart sur Produit Brut des Jeux:

-789
-1'241

MONTREUX

| | |
|--------------------------------|------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino de Montreux SA |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 22 |
| Machines à sous | 382 |



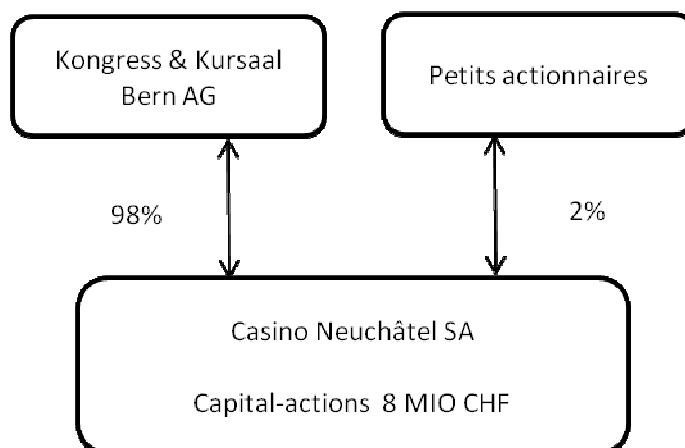
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 24'083'000 |
| Actif immobilisé | 30'129'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 17'370'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 3'584'000 |
| Fonds propres | 33'258'000 |
| Total du bilan | 54'212'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 78'593'000 |
| Tronc | 2'708'000 |
| Autres produits | 7'754'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -43'372'000 |
| Charges de personnel | -17'551'000 |
| Charges d'exploitation | -10'451'000 |
| Amortissements | -2'972'000 |
| Résultat financier | 125'000 |
| Autres charges et produits* | 140'000 |
| Impôt sur le résultat | -3'405'000 |
| Résultat de l'exercice | 11'569'000 |

*Résultat points-fidélités:
Ecart sur Produit Brut des Jeux:

139'000
1'000

NEUCHÂTEL

| | |
|--------------------------------|---------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino Neuchâtel SA |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 7 |
| Machines à sous | 154 |

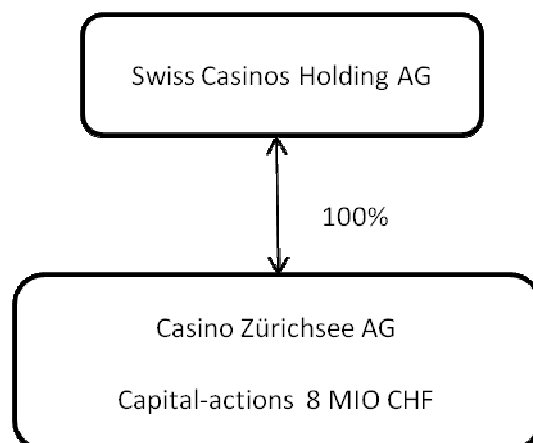


| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 6'159'313 |
| Actif immobilisé | 18'571'046 |
| Fonds étrangers à court terme | 3'421'058 |
| Fonds étrangers à long terme | 12'102'843 |
| Fonds propres | 9'206'458 |
| Total du bilan | 24'730'359 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 19'287'616 |
| Tronc | 715'303 |
| Autres produits | 1'498'666 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -7'954'427 |
| Charges de personnel | -7'025'056 |
| Charges d'exploitation | -4'248'695 |
| Amortissements | -2'171'298 |
| Résultat financier | -209'149 |
| Autres charges et produits* | -9'996 |
| Impôt sur le résultat | -21'951 |
| Résultat de l'exercice | -138'987 |

*Variation de la provision pour jackpot:

-9'996

| | |
|--------------------------------|----------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino Zürichsee AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 12 |
| Machines à sous | 167 |



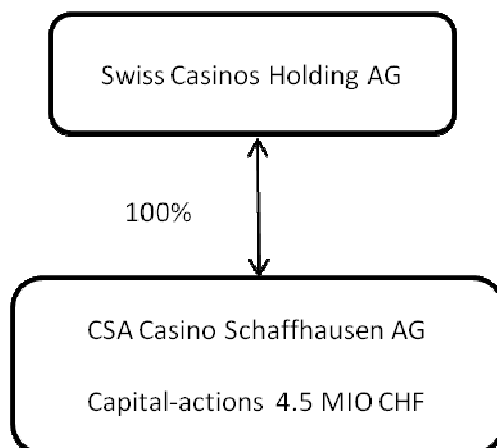
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 14'865'000 |
| Actif immobilisé | 5'511'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 4'236'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 1'784'000 |
| Fonds propres | 14'356'000 |
| Total du bilan | 20'376'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 30'015'000 |
| Tronc | 1'620'000 |
| Autres produits | 318'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -13'110'000 |
| Charges de personnel | -7'639'000 |
| Charges d'exploitation | -5'953'000 |
| Amortissements | -946'000 |
| Résultat financier | 43'000 |
| Autres charges et produits* | -8'000 |
| Impôt sur le résultat | -511'000 |
| Résultat de l'exercice | 3'829'000 |

*Escomptes:

-8'000

SCHAFFHOUSE

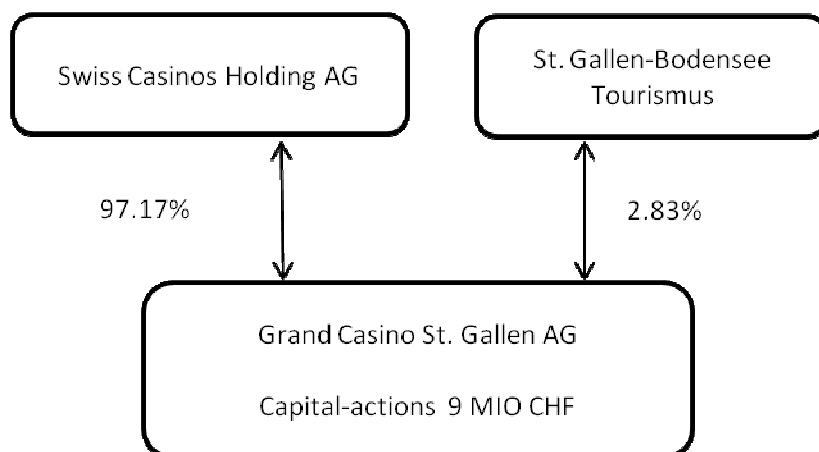
| | |
|--------------------------------|----------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | CSA Casino Schaffhausen AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 6 |
| Machines à sous | 116 |



| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 4'624'000 |
| Actif immobilisé | 2'203'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 1'673'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 968'000 |
| Fonds propres | 4'186'000 |
| Total du bilan | 6'827'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 11'208'000 |
| Tronc | 632'000 |
| Autres produits | 344'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -4'508'000 |
| Charges de personnel | -4'200'000 |
| Charges d'exploitation | -3'072'000 |
| Amortissements | -417'000 |
| Résultat financier | 74'000 |
| Autres charges et produits | 0 |
| Impôt sur le résultat | 6'000 |
| Résultat de l'exercice | 67'000 |

SAINT-GALL

| | |
|--------------------------------|-----------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Grand Casino St. Gallen AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 9 |
| Machines à sous | 177 |



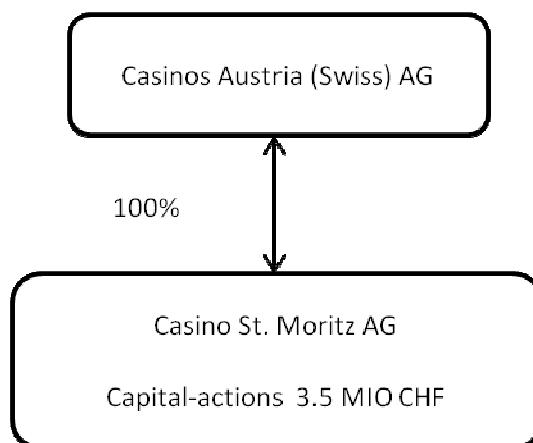
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 18'703'000 |
| Actif immobilisé | 6'031'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 6'559'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 1'303'000 |
| Fonds propres | 16'872'000 |
| Total du bilan | 24'734'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 32'245'000 |
| Tronc | 1'536'000 |
| Autres produits | 958'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -14'250'000 |
| Charges de personnel | -7'531'000 |
| Charges d'exploitation | -6'735'000 |
| Amortissements | -1'124'000 |
| Résultat financier | 174'000 |
| Autres charges et produits* | -2'000 |
| Impôt sur le résultat | -914'000 |
| Résultat de l'exercice | 4'357'000 |

*Escomptes:

-2'000

SAINT-MORITZ

| | |
|--------------------------------|----------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Casino St. Moritz AG |
| Type de concession | B |
| Tables de jeu | 6 |
| Machines à sous | 81 |



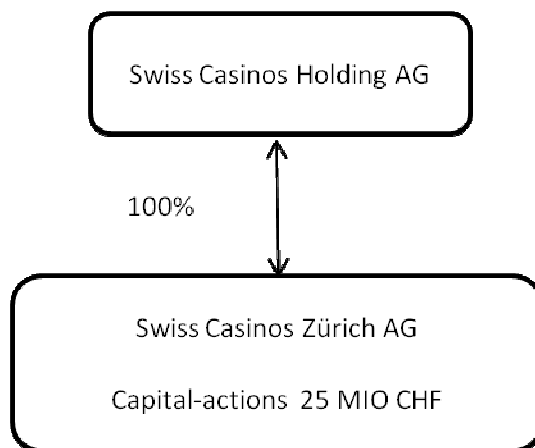
| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 1'530'466 |
| Actif immobilisé | 2'305'684 |
| Fonds étrangers à court terme | 739'686 |
| Fonds étrangers à long terme | 233'393 |
| Fonds propres | 2'863'071 |
| Total du bilan | 3'836'150 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 3'095'569 |
| Tronc | 422'613 |
| Autres produits | 205'119 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -825'485 |
| Charges de personnel | -1'819'361 |
| Charges d'exploitation | -1'040'492 |
| Amortissements | -382'596 |
| Résultat financier | -3'306 |
| Autres charges et produits* | -38'910 |
| Impôt sur le résultat | -10'490 |
| Résultat de l'exercice | -397'339 |

*Variation de la provision pour jackpot:
Perte sur la vente d'actifs immobilisés:

-29'361
-9'549

ZÜRICH

| | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| Concessionnaire d'exploitation | Swiss Casinos Zürich AG |
| Type de concession | A |
| Tables de jeu | 26 |
| Machines à sous | 384 |



| Bilan | 31.12.2013 (CHF) |
|-------------------------------|--------------------------------|
| Actif circulant | 29'797'000 |
| Actif immobilisé | 41'412'000 |
| Fonds étrangers à court terme | 19'914'000 |
| Fonds étrangers à long terme | 25'100'000 |
| Fonds propres | 26'195'000 |
| Total du bilan | 71'209'000 |
| Compte de résultats | 1.1. - 31.12.2013 (CHF) |
| Produit brut des jeux | 60'990'000 |
| Tronc | 4'682'000 |
| Autres produits | 4'074'000 |
| Impôt sur les maisons de jeu | -31'024'000 |
| Charges de personnel | -16'979'000 |
| Charges d'exploitation | -17'239'000 |
| Amortissements | -5'607'000 |
| Résultat financier | 733'000 |
| Autres charges et produits* | -123'000 |
| Impôt sur le résultat | 372'000 |
| Résultat de l'exercice | -121'000 |

*Escomptes:

-123'000